

Chapitre quatre bis - Srikakulam

lundi 30 mars 2015, par [Jadarshini](#)

Les souvenirs de l'oppression passée meurent peu à peu...

Verrier Elwin, « Maria Murder and Suicide »

Srikakulam - Est-ce que ce sera le Yan'an de l'Inde ?

Charu Mazumdar, mars 1969

Le contexte

Le 31 octobre 1967, à un endroit appelé Levidi, dans l'agence de Parvatipuram située dans la pointe Nord-Est de l'Andhra Pradesh, deux paysans tribaux furent abattus par des agents de propriétaires fonciers. Cet incident fut l'apogée d'une longue histoire de luttes des populations tribales Japatu et Savara - et a également constitué le moment décisif du cours futur de cette histoire.

L'agence de Parvatipuram se trouve dans le district de Srikakulam et couvre environ 300 miles carrés. Parmi ses habitants, il y a les Savaras qui vivent principalement sur les collines et les flancs couverts de végétation de la région, et que l'on appelle Girijans. La forêt jouait un rôle essentiel dans leur vie. Ils vivaient du « podu » ou de ce que l'on appelait la culture itinérante, suivant laquelle des parcelles de forêts étaient abattues et brûlées, après quoi les graines étaient semées avec un bâton ou une serpette, les cendres étant utilisées comme engrais. Au moment où la saison des pluies arrivait, les semences commençaient à germer, et la récolte était ramassée dès que chaque produit agricole mûrissait. Les paysans ajoutaient une nouvelle parcelle de forêt chaque année, alors qu'une parcelle qui avait été utilisée plusieurs fois était libérée pour se reposer. À un moment donné, les Savaras jouissaient de droits et de privilèges considérables sur les produits des forêts - fruits, racines, feuilles et bois. Mais des règlements promulgués pour la sauvegarde des forêts peu de temps avant leur a interdit l'accès aux produits forestiers secondaires pour leurs besoins domestiques ou au bois de chauffage destiné à la vente. Comme dans le reste de l'Inde rurale, ici aussi la mainmise des prêteurs sur gage sur les tribaux pauvres était forte, et un grand nombre d'entre eux en étaient réduits à être des ouvriers agricoles sans terre, privés de leurs droits sur les forêts et obligé de gagner de maigres salaires. Une étude faite il y a quelques temps a révélé que

les prêteurs sur gage-propriétaires fonciers, qui connaissaient bien l'ignorance des tribaux, offraient seulement 60 roupies pour repiquer, moissonner et déposer la récolte à l'endroit convenu pour la main d'oeuvre requise sur une parcelle de cinq acres, laquelle gagnerait pas moins de 300 roupies dans d'autres régions. En outre, dans cette région, le paiement est effectué en céréales. Ici aussi, le propriétaire foncier employait des mesures frauduleuses, donnant beaucoup moins que convenu... Et les tribaux avaient même du mal à préparer un repas substantiel après une journée de travail.

[1]

Tandis que l'administration locale appliquait rigoureusement les règlements pour la sauvegarde de la forêt, dépossédant les Savaras de leur traditionnelle part de bois de chauffage venant des forêts et bouleversant leur vie sociale, elle était toute aussi indifférente à la nécessité d'appliquer ces lois qui cherchaient à protéger, même de manière modeste, les intérêts tribaux. Ainsi, le correspondant d'un journal pro-establishment qui visitait la région en 1968 a dû dire ceci : « Par la Debt Relief Regulation de

1959, le gouvernement s'est engagé à s'acquitter des dettes contractées par les Girijans aux purs prêteurs sur gage et à leur procurer un soulagement. Jusqu'à la semaine dernière, pas un seul Girijan n'a vu sa dette acquittée par le gouvernement ». En outre, il a découvert que, en dépit de la promesse du gouvernement de répartir entre les Girijans la terre occupée illégalement par les propriétaires non tribaux, « la répartition de la terre banjar est un casse-tête et les agents des douanes subissent des pressions politiques et de sérieuses influences locales qui empêchent les décisions rapides ». « Certains des propriétaires ont également exercé de fortes pressions politiques sur l'administration du district pour qu'elle ralentisse dans les affaires où la politique avouée du gouvernement est en faveur des Girijans ». [2] Dès le début des années 1950, certains professeurs communistes ont commencé à travailler parmi les Savaras et les Jatapus. A ce sujet, il faut rappeler que les tribus des collines de cette région avaient une tradition de militantisme. De 1922 à 1924, dans les collines de l'agence de Vishakhapatnam voisine de Srikakulam, les tribaux ont fait la guerre contre les Britanniques, sous la direction de Alluri Sitaramaraju - un jeune homme qui a pris les armes poussé par les souffrances des tribaux aux mains de la police, est devenu un stratège expert et un chef de guérilla qui s'est pendant longtemps dérobé à la police et s'est finalement livré pour être abattu par cette dernière.

Le groupe de professeurs communistes qui mobilisaient les Girijans pour un mouvement contre les exactions illégales des propriétaires fonciers et pour de meilleurs salaires, était dirigé par Vempatapu Satyanarayana. Fluet et robuste physiquement, Satyanarayana s'était installé parmi les tribaux des collines, avait épousé deux femmes issues des tribus Savaru et Jatapu, et était connu et respecté parmi la population tribale sous le nom de « Gappa Guru » ou gourou en chef. Sa popularité et son militantisme anti-propriétaire foncier ont attiré sur lui le courroux des intérêts féodaux, et il y a eu plusieurs tentatives pour l'assassiner entre 1960 et 1967. Sous la direction de Satyanarayana, une Girijan Sangham - une organisation de lutte pour les revendications des tribaux - fut constituée. Sa première conférence s'est tenue à Mondemkhal en janvier 1961. Des campagnes pour de meilleurs salaires ont été déclenchées au Srikakulam. Les tribaux ont aussi été rejoints par une autre section de la population locale - les Pydis, qui à l'origine étaient tisserands mais avaient été évincés de la profession par des ouvriers qualifiés non-tribaux.

Ce qui avait débuté par un mouvement pour de meilleurs salaires et contre le harcèlement de la part des fonctionnaires forestiers, s'est vite développé en une lutte militante pour le droit de moissonner sur les terres à l'abandon. Avec la scission du Communist Party en 1964, Satyanarayana et ses partisans, parmi lesquels son compagnon d'armes, Adibhatla Kailasam, un autre professeur travaillant parmi les paysans tribaux dans l'agence de Parvatipuram, ont uni leur destinée à celle du nouvellement constitué CPI(M). Au cours de la même année, ils ont dirigé le mouvement encourageant les tribaux à couper le bois de la forêt au mépris des règlements officiels.

La police fut prompte à riposter. Des milliers de Girijans furent arrêtés et une quantité de poursuites ont été entreprises contre les tribaux pauvres. Confirmant la connivence entre les partis politiques qui soutenaient les propriétaires fonciers et la police, un journaliste a commenté : « ... ils [les partis politiques] ont compté et continuent à compter fortement sur la police pour tenir les tribaux en échec ».

[3]

Mais ni l'autoritarisme des propriétaires fonciers ni l'intimidation de la police n'ont pu endiguer la vague de militantisme des Girijans. En 1967, les propriétaires fonciers ont été obligés d'augmenter les salaires des ouvriers agricoles et de concéder deux-tiers des parts des cultures aux métayers. Ces réussites ont renforcé la confiance des tribaux en l'organisation politique.

L'administration commençait cependant à être prise de panique. Après le soulèvement de Naxalbari en mai-juin 1967, les autorités, redoutant sans doute de semblables troubles dans l'agence de Parvatipuram, ont multiplié les patrouilles de police. Les propriétaires fonciers, sous la protection de la police, ont cherché à s'imposer à nouveau et ont repris leurs atrocités à l'encontre des Girijans. Suite à des affrontements, la Section 144 fut déclarée dans 200 villages du 24 juillet au 25 août 1967.

C'est dans ce contexte que l'incident du 31 octobre s'est produit à Levidi. À cette date se tenait une conférence Girijan à Mondemkhal. En allant à la conférence, certains Girijans ont été agressés par des propriétaires fonciers à Levidi. Alors qu'une échauffourée naissait entre les Girijans et les hommes des propriétaires fonciers, ces derniers ont sorti leurs fusils et ont abattus deux paysans.

À ce moment-là, le CPI(M) s'est ouvertement déclaré en faveur des Girijans et a condamné la fusillade, loin de se rendre compte qu'il perdrait vite le contrôle du mouvement qui allait prendre une nouvelle

turnure et à laquelle il serait contraint de s'opposer. N. Prasadarao, un membre du comité central du CPI(M), accompagné de Kolla Venkayya, un autre dirigeant du CPI(M) qui allait plus tard rejoindre les dissidents, se sont rendus dans la région peu après l'incident. Dans un rapport, il a dit que le mouvement Girijan était un mouvement pour la restitution des terres illégalement occupées par les Sahukars et les propriétaires fonciers non-tribaux, et était réprimé par les intérêts féodaux. Il s'est également employé à souligner la nature non-violente du mouvement. Prenant une position résolue contre les travaux forcés, il [le mouvement] est en peu de temps devenu une insurrection pacifique. Récusant les allégations du Congrès à propos de la violence Girijan, il a mis les hommes du Congrès au défi de « montrer un militaire girijan en provenance de cette région ». [4]

Les révolutionnaires communistes travaillant parmi les Girijans, qui étaient toujours alors membres du CPI(M), ont plus tard prétendu qu'en raison de la « trahison » des dirigeants du CPI(M) de l'Andhra Pradesh, les paysans Girijans n'ont pas pu, à ce moment-là, être armés et dirigés sur la voie de la guérilla pour combattre la répression de la police. « La tâche d'armer le parti pour la lutte armée », selon un rapport des révolutionnaires communistes du Srikakulam, « et de prendre les dispositions nécessaires à la réorganisation de l'organisation pour l'adapter aux besoins aurait dû être achevée lorsque la répression s'est abattue sur nous ». Faisant référence à l'état d'esprit de la paysannerie après l'incident de Levidi, le rapport disait :

... la paysannerie s'est soulevée de manière considérable avec une grande indignation contre les classes ennemies. Cela fut un nouveau tournant dans notre mouvement. Les paysans ont commencé à s'emparer des terres des propriétaires, la Sangham Girijan a commencé à résoudre tous les problèmes dans les villages. Partout où les gens passaient, ils se déplaçaient héroïquement les armes à la main.

[5]

Début 1968, les activités policières se sont intensifiées. Des camps de police spéciaux furent ouverts dans la région. En mars de cette année-là, des descentes furent menées dans des centaines de villages et plusieurs paysans Girijans ont été arrêtés. Dans le village de Bujaguda situé dans l'agence de Seetampet, les paysans ont été attaqués par des truands engagés par les propriétaires fonciers. Dans le village de Peddakarja relevant du poste de police de Sivinpet, il y eut des tirs policiers sur les Girijans. Selon le rapport cité plus tôt, « Les habitants du village de Peddakarja ont pris les armes. Ils ont ouvertement résisté aux descentes des troupes de la police. La police a également eu recours à l'utilisation de mitrailleuses. Dans ce combat, deux de nos camarades ont perdu la vie ». [6]

En septembre 1968, le jugement de l'affaire de Levidi est tombé. Ceux accusés d'avoir abattu les tribaux furent acquittés. Ce jugement, accompagné de la répression policière, a affermi la position des tribaux et de leurs dirigeants communistes. Les révolutionnaires communistes ont pu expliquer aux paysans que dans la situation socio-économique de l'époque, le système juridique était une manifestation des intérêts de la classe féodale au pouvoir. Et que par conséquent, pour se libérer, tous les services du gouvernement, en même temps que les propriétaires et les prêteurs sur gage qu'ils protégeaient, devraient être supprimés, « ... si nous devons poursuivre une activité englobant tous les problèmes de la population, notre lutte doit être supérieure, et prendre une forme visant à nous emparer du pouvoir politique ». [7]

A partir de cette prise de conscience, il n'y avait qu'un pas pour que les communistes du Srikakulam adoptent la stratégie des communistes de Naxalbari. Ils ont pensé à se mettre en contact avec le All-India Coordination Committee.

Les « polémiques idéologiques »

À ce stade, cela vaudrait la peine d'examiner les différences théoriques qui étaient survenues dans l'intervalle, entre une section du Andhra State Committee et le comité central du CPI(M) - les « polémiques idéologiques » mentionnées auparavant dans le rapport sur Srikakulam.

Comme évoqué dans le chapitre précédent, le comité central du parti avait adopté un avant-projet de discussion idéologique en août 1967 à Madurai. Cet avant-projet devait finalement être adopté à un plenum panindien du parti dont la tenue était prévue en 1968. Certains des dirigeants du CPI(M) de l'Andhra Pradesh, comme T. Naggi Reddy, Kolla Venkayya, Devulapalli Venkateswara Rao et Chandra Pulla Reddy, qui étaient opposés au document de Madurai, ont préparé deux avant-projets alternatifs pour la réunion plénière de l'Andhra State Committee du CPI(M) en janvier 1968, à Palakole, dans le district du Gadavari occidental de l'Andhra Pradesh.

Le Andhra State Plenum a rejeté avec une majorité écrasante l'avant-projet officiel (c'est-à-dire l'avant-projet du comité central) de discussion idéologique. Les documents des dissidents de l'Andhra soulignaient le fait que les grands bourgeois qui gouvernaient le pays étaient de nature bureaucratique-compradore - une caractérisation que le CPI(M) n'était pas disposé à accepter. Selon les communistes de l'Andhra, le « caractère compradore consiste principalement en sa nature commerciale en plus de l'aspect industriel, de la nature bureaucratique de sa croissance et de la principale aide de l'appareil étatique ». Les communistes de l'Andhra attaquaient tout particulièrement la section du document de Madurai intitulée « On the Forms of Transition to Socialism ». Ils maintenaient que dans le système parlementaire, un changement dans les partis au pouvoir n'apporterait aucun changement significatif dans l'autorité des classes dirigeantes, et ils attaquaient la décision du comité central du CPI(M) d'entrer dans les gouvernements de coalition comme étant le signe de « ce qui ne serait que prôner la voie parlementaire pacifique ». Sur le plan international, ils rejetaient l'appel du comité central pour une action conjuguée soviético-chinoise, en raison du fait que l'Union Soviétique était une puissance révisionniste. Les dissidents de l'Andhra se sont manifestés plus franchement au plenum panindien du CPI(M) à Burdwan en avril 1968. L'un d'entre eux se serait plaint :

La pratique a révélé qu'au lieu de se servir des gouvernements non-congressistes en tant qu'instruments de lutte, la subordination des luttes de masse à la préservation des gouvernements United Front a dominé tout notre travail... Au lieu de sensibiliser les masses à la nécessité de résister à cette répression et de préparer le parti sur le plan idéologique, politique et organisationnel à affronter cette répression, nous restreignons l'ampleur, et l'intensification de la lutte de masse, le tout au nom de la sauvegarde de la légalité du parti face à la répression. C'est dans le contexte de ces luttes croissantes que la lutte des paysans de Naxalbari a acquis une importance symbolique pour la voie de la révolution indienne.

Faisant référence à la propre expérience récente des communistes de l'Andhra dans les mouvements paysans au Srikakulam, Nalgonda, Warangal et Khammam, il a dit : « La question de la résistance à ces répressions, les formes de résistance sont arrivées au premier plan ». [8]

Mais les propositions alternatives des dissidents de l'Andhra furent rejetées par 210 voix contre 22 au plenum de Burdwan. Ils ont cependant continué à propager leurs façons de voir dans l'Andhra Pradesh, et en juin 1968, les dirigeants du CPI(M) se sont vengés en excluant Nagi Reddy, Pulla Reddy, D. Venkateswara Rao et Kolla Venkayya. Les dirigeants exclus ont convoqué une réunion de leurs partisans à Vijayawada les 29 et 30 juin, où ils se sont déclarés révolutionnaires communistes et ont créé un State Coordination Committee de neuf membres, avec Nagi Reddy comme président.

Dès le mois de juillet, le State Coordination Committee avait fixé son programme d'action. Il proclamait que les pensées de Mao étaient le marxisme-léninisme de l'époque, insistait sur la nécessité d'intensifier la lutte idéologique contre les néo-révisionnistes du CPI(M), et déclarait qu'il déclencherait prochainement un autre mouvement dans le Telengana selon les critères de la précédente lutte armée du Telengana en 1948-1951. Ces points furent établis par Nagi Reddy lors d'une conférence de presse à Hyderabad le 2 août 1968. Dans l'exécution de cette politique, les districts de Warangal et de Khammam situés dans la région de Telengana en Andhra Pradesh furent choisis comme zones d'opération.

Par conséquent, deux centres de luttes armées se sont développés dans l'Andhra Pradesh - un à Srikakulam dans le Nord-Est, l'autre englobant la région du Telengana ; le premier dirigé par Vempatapu Satyanaryana, et le second par Nagi Reddy. Des différends se sont développés entre les deux groupes de dirigeants dès le début, comme mentionné par le rapport sur Srikakulam publié plus tard. Les

révolutionnaires communistes de Srikakulam ne tardèrent pas à ignorer le State Coordination Committee de Nagi Reddy et à agir tout seuls.

Les différends

Les différends concernaient principalement la tactique à suivre. Tandis que Nagi Reddy et ses partisans étaient en faveur d'une combinaison de luttes légales et extra-légales, et étaient partisans d'une longue préparation principalement par l'intermédiaire de luttes économiques, avant de déclencher un mouvement armé de grande envergure, les révolutionnaires communistes de Srikakulam, inspirés par la lutte armée de Naxalbari et par leur expérience dans leur propre district, étaient en faveur d'un recours immédiat aux armes. Comme le « Report on Srikakulam » allait le dire plus tard au sujet des dirigeants des State Coordination Committees : « Tout en s'opposant purement et simplement aux théories néo-révisionnistes, ces personnes ont hésité à rompre avec elles ». Nagi Reddy et ses partisans semblaient être contre les méthodes hâtives, comme la création immédiate d'un parti distinct, espérant que beaucoup dans le CPI(M) pourraient être convaincus après un certain temps grâce à une persuasion patiente.

Il y avait également des différends quant à la façon de diriger la lutte à Srikakulam. Selon le « Report on Srikakulam », les dirigeants du State Coordination Committee ont suggéré : « Il y a de la négligence dans la répression du gouvernement. Nous avons l'occasion d'aller trouver les masses sur des questions telles que les niveaux de salaire, les problèmes des ouvriers agricoles, la nourriture, etc ». Les communistes de Srikakulam ont répliqué : « Si les gens doivent exercer une quelconque activité, c'est étroitement lié à la question de savoir si nous résistons à la police ou pas. Quel que soit le problème que nous prendrons en main, la police sera présente. Donc, notre programme d'action doit être tel qu'il s'oppose à la police ». [9] L'organisation des Communist Revolutionaires du district de Srikakulam était à ce moment-là politiquement animée par l'active coopération fournie par un groupe de jeunes communistes diplômés ingénieurs et en médecine. Ces derniers avaient constitué un comité à Guntur, au Sud du Srikakulam dans la région côtière. La majorité de ces diplômés avaient entre vingt et trente ans, et étaient passés au marxisme via les violents troubles exigeant l'emplacement d'une aciérie dans l'Andhra Pradesh en novembre 1966. Bien que purement basés sur une revendication régionale et également soutenu par le Congrès, les troubles furent une sorte de formation en actes de sabotage pour les jeunes et ils leur ont ouvert les yeux sur la puissance de la violence pour paralyser l'administration de l'État pendant des jours entiers. Le soulèvement de Naxalbari et les divergences idéologiques à l'intérieur du CPI(M) les ont aidé à faire un pas en avant dans la compréhension politique de la réalité, et ils se sont progressivement tournés vers la politique de révolution agraire. En 1968, les étudiants en médecine ont créé le Naxalbari Sangibhaba Committee à Guntur. Les leaders des jeunes tels que Dr Bhashkara Rao ont établi la liaison avec Vempatapu Satyanarayana. Le groupe de Guntur a pris sur lui la responsabilité du recrutement de cadres dans les jeunes de classe moyenne pour les envoyer chez les Girijans de Srikakulam et pour acheter des armes pour les zones vallonnées de l'agence.

Les différences persistaient entre les communistes du Srikakulam et le State Coordination Committee. Les premiers ont vite commencé à penser d'une « manière totalement indépendante ». « Nous nous sommes permis de nous mettre en contact avec le All-India Coordination Committee ». [10]

Les communistes de Srikakulam ont envoyé Chowdhury Tejeswara Rao à Calcutta en octobre 1968 pour qu'il ait une discussion avec Charu Mazumdar. Après le retour de Tejeswara Rao, le même mois, le Srikakulam District Coordination Committee nouvellement formé a convoqué une réunion secrète à Boddapadu où il a été décidé qu'une lutte armée devait être déclenchée aussitôt. Des « dalams » [ou brigades] furent créées aussi bien dans les plaines que dans les collines de l'agence de Srikakulam, dans le but final de s'emparer du pouvoir en renversant le gouvernement existant et de mettre en place une dictature démocratique populaire dirigée par le prolétariat.

Guérillas au Srikakulam

Le mouvement de guérilla s'est déclaré le 24 novembre 1968 suite à la récolte par la force des produits agricoles sur la terre d'un riche propriétaire foncier à Garudabhadra, à proximité de Boddapadu dans la

région de plaines. L'action dans les zones de collines le lendemain fut davantage significative, quand dans le village de Pedagottili de l'agence de Parvatipuram, environ 250 Girijans originaires de plusieurs villages, armés d'arcs, de flèches et de lances ont dévalisé, sous la direction de Vempatapu Satyanarayana, la maison d'un célèbre propriétaire foncier-prêteur sur gage Teegala Narasimhulu - et se sont appropriés son stock de paddy, de riz et d'autres céréales et légumineuses et ses biens pour une valeur d'environ 20 000 roupies. Ils ont également saisi des documents, des billets à ordre et d'autres dossiers qui, toutes ces années, avaient lié les paysans tribaux au propriétaire foncier par l'intermédiaire de prêteurs.

Préalablement à l'action du 25 novembre, des brigades de guérilleros avec des cadres militants furent créées :

Nous avons dirigé des camps d'entraînement pour les brigades de guérilleros afin de leur apprendre le maniement du fusil. Les descentes de police se poursuivaient dans les villages alors que les camps d'entraînement avaient lieu. Nous avons néanmoins pu accomplir ce programme avec succès.

Selon les dirigeants de Srikakulam, l'action du 25 novembre a créé

beaucoup d'agitation et de panique dans les coeurs des propriétaires fonciers de l'agence... Davantage d'hommes armés de la police furent envoyés dans la région de l'agence. Ils ont commencé à intensifier la répression déjà déclenchée de façon beaucoup plus importante. Nous avons commencé à résister aux troupes de policiers selon la voie de la lutte de guérilla.

[11]

Plusieurs actions similaires ont suivi, la plus importante étant l'incident à Balleruguda dans la zone d'Aviri de l'agence. Le 20 décembre 1968, la police a pénétré dans la zone d'Aviri pour effectuer des raids. Le « Report on Srikakulam » a dit que « la résistance dressée par la population »

a fait trembler l'ensemble des montagnes. Dans la matinée ce jour-là, les gens ont vu des mouvements de la police. Les gens ont gravi les montagnes et sont allés voir les habitants des villages voisins. Presque 500 personnes se sont retrouvées à Balleruguda. Presque 200 policiers et propriétaires fonciers y sont allés. Les gens ont pris des arcs et des flèches, des pierres et un fusil fabriqué dans la région. Ils n'ont pas permis à la police de pénétrer dans le village. Les policiers ont rebroussé chemin. Alors, les gens les ont pourchassés et attaqués avec des arcs et des flèches et des pierres. Tandis que les policiers descendaient, les gens leur ont tiré dessus et leur ont lancé des pierres... Deux agents de police et un inspecteur du cercle furent tués dans le combat.

Plus tard, les dirigeants communistes ont expliqué aux villageois qu'une guerre de position avec une police supérieure d'un point de vue militaire serait désavantageuse, et les ont persuadés de la nécessité de méthodes de guérilla. En conséquence, lorsque le 23 décembre 1968, la police est à nouveau entrée dans la zone d'Aviri « ... les gens ont attendu l'ennemi en se cachant. Un agent de police est tombé par terre quand un de nos guérilleros a tiré avec le fusil... » Les dirigeants ont déclaré : « Avec ceci, notre lutte s'est engagée dans la phase de guérilla ». [12] En décembre cette année-là, un article préparé par les « camarades de Srikakulam » publié dans *Liberation* a revendiqué que la lutte Girijan englobait 700 à 800 miles carrés du district.

Les réussites des insurgés étaient également confirmées par les journaux pro-establishment. Ainsi, le représentant spécial en Inde du Sud de *The Statesman* a écrit après une visite dans la zone :

Aujourd'hui, le décret du gouvernement de l'état ne dirige pas la multitude de hameaux isolés des montagnes où les membres de la tribu sont formés aux tactiques de guérilla et à l'utilisation des armes... Les mois derniers, les membres de la tribu étaient de nouveau sur le sentier de la guerre et il y a eu au moins quatre raids chez des propriétaires fonciers dans différentes parties de la réserve tribale, au cours desquels des biens pour une valeur d'environ 50 000 roupies ont été pillés... Les hommes de la police armée se sont installés dans la région en février dernier, mais leurs opérations quotidiennes ont non seulement échoué à réprimer la révolte, mais semblent avoir aidé les marxistes à aliéner davantage les membres de la tribu vis à vis du gouvernement... L'incapacité de la police à rafler les meneurs malgré huit mois de chasse intensive dans les montagnes est une preuve suffisamment claire du soutien tribal dont ils bénéficient.

[13]

Un autre journal a décrit le schéma d'offensive suivi par les insurgés durant la période. Selon le rapport, un détachement de la police allant effectuer une descente dans un village fut encerclé par des centaines de Girijans armés dans les collines de Pulipatti de l'agence de Parvatipuram. Occupant cinq sommets de colline, ils ont poussé les rochers, bombardé des pierres, décoché des flèches et même tiré des coups de feu vers le détachement policier, tuant quatre policiers dont un officier. Les policiers ont dû tirer 19 obus pour sortir de l'embuscade. [14] Un autre rapport d'Hyderabad, envoyé par le PTI, daté du 6 janvier 1969, faisait référence à un incident ayant eu lieu deux jours auparavant dans le village de Dakshini situé dans la zone de l'agence, où des Girijans armés avaient mis le feu à de nombreuses maisons, dont un bâtiment scolaire, qui étaient utilisées en tant que camps de la police. Ils ont attaqué les policiers avec des fusils au moment où ces derniers sortaient des maisons en flammes.

Extensions à l'Orissa

Le mouvement de guérilla s'est, en très peu de temps, répandu vers l'état voisin de l'Orissa. Les jungles du district de Koraput dans l'Orissa étaient limitrophes aux zones de l'agence de Srikakulam. Entouré à l'extrême Nord par les districts de Kalahnadi et de Raipur, à l'Ouest par le Bastar dans le Madhya Pradesh, au Sud par le Khammam, l'East Godavari et le Vishakhapatnam dans l'Andhra Pradesh et à l'Est par les districts de Srikakulam et de Ganjam, dans sa forme, le Koraput ressemble à la lettre Y. Les collines de forêts vallonnées fournissaient aux guérilleros communistes un refuge idéal. Selon un haut fonctionnaire de police de la région, « Elles pourraient être transformées en une forteresse imprenable si les plans naxalites réussissaient ». [15]

Les révolutionnaires communistes ont d'abord limité leurs activités à la subdivision de Gunupur dans le Koraput, pour l'intégrer dans la zone libérée qu'ils visaient dans la continuation de Srikakulam. Les deux dirigeants les plus importants de l'organisation étaient D.B.M. Patnaik et Nagabhushan Patnaik, tous deux avocats au barreau de Gunupur. Ces avocats avaient gagné la confiance des paysans tribaux de la région en les défendant gratuitement dans des litiges juridiques. Le 23 janvier 1969, une réunion secrète s'est tenue au domicile de D.B.M. Patnaik à Kapilapur, Gunupur, pour esquisser un programme. Il fut décidé que des assauts seraient lancés sur les riches de la subdivision de Gunupur. Des réunions secrètes pour propager l'idéologie révolutionnaire furent organisées dans les villages de la zone entre le 24 et le 28 janvier. Il y était dit aux paysans que les propriétaires fonciers et les prêteurs sur gage étaient des tigres bipèdes suçant leur sang depuis des générations et qu'ils méritaient d'être punis.

Mais ce projet initial des révolutionnaires communistes de l'Orissa a échoué. La police a obtenu des renseignements et le 28 juillet, elle s'est précipitée à Gunupur avec une compagnie de la police militaire de l'Orissa. Des opérations de ratissage et une série de descentes dans les maisons de quelques-uns des militants ont mis au jour des armes et des munitions, et selon la police, ils ont retrouvé des plans destinés à la création d'une ceinture tribale depuis Koraput jusqu'à Gunupur qui ferait partie d'une zone de libération allant du Sud jusqu'au Bengale occidental à travers les terrains vallonnés de l'Orissa à l'Ouest. Après l'échec du premier projet, Subbarao Panigrahi, un célèbre poète de l'Andhra Pradesh, qui à l'origine venait de l'Orissa, a pris la responsabilité d'étendre le mouvement aux villages limitrophes de

l'Orissa. [16] Le chef du gouvernement de l'Orissa, R.N. Singh Deo, a dit à l'assemblée d'état de l'Orissa le 28 février 1969 que 32 « cellules de type naxalites » actives fonctionnaient dans les jungles autour de Gunupur. Des slogans tels que « Vive Mao Zedong ! » et « Vive Naxalbari » en anglais et en oriya étaient apparus sur les murs de la ville de Gunupur. En outre, les biens des propriétaires étaient saisis par les insurgés et les attaques contre les équipes de policiers avaient augmenté.

Alors que le mouvement gagnait du terrain dans la région du Nord-Est de l'Andhra Pradesh, dans la région du Telengana à l'Ouest, les tendances politiques parmi les communistes dissidents prenaient une tournure différente.

Naggi Reddy

L'Andhra Pradesh State Coordination Committee dirigé par Nagi Reddy et se concentrant dans la région du Telengana s'est affilié au All-India Coordination Committee of Communist Revolutionaries (AICCCR) en octobre 1968. Mais les relations entre le groupe de Nagi Reddy d'une part et le Srikakulam District Coordination Committee de l'autre étaient, comme indiqué précédemment, rongées par une méfiance mutuelle.

D'abord, les révolutionnaires communistes du Telengana se sont ralliés à la position de Charu Mazumdar beaucoup plus tard que les communistes du Srikakulam. En fait, lorsque les révolutionnaires communistes du Bengale occidental s'étaient fait exclure par la direction centrale du CPI(M), Pulla Reddy, dans une lettre au comité central du parti le 8 août 1967, avait appuyé la position officielle, déclarant :

Nous devons nous démarquer, et nous démarquer nettement, du Communist Party of China sur cette question - en particulier sur la nature du gouvernement, l'évaluation de la situation actuelle, la participation dans les gouvernements sans le Congrès, leurs [les Chinois] déclarations peu diplomatiques sur les luttes paysannes de Naxalbari, etc. et rester fermement sur la position du programme du parti.

[17]

Quelques jours plus tard, dans une tentative de dissocier la lutte des Girijans à Srikakulam de celle de Naxalbari, il fut signalé que Nagi Reddy avait prévenu que « tous les procès pour effrayer les gens avec des histoires selon lesquelles les communistes marxistes cherchaient à déclencher un autre soi-disant Naxalbari ne pourraient pas détourner l'attention de la population des véritables problèmes des Girijans du district de Srikakulam ». [18]

D'après des révélations ultérieures, les communistes de Srikakulam désiraient se séparer du CPI(M) beaucoup plus tôt, mais les dirigeants de l'état de l'Andhra Pradesh dominés par Nagi Reddy, même s'ils acceptaient les politiques et les théories du groupe de Srikakulam, ne se préparaient pas encore à une rupture structurelle immédiate à cause de plusieurs autres camarades qui étaient encore hésitants et avaient besoin d'être persuadés petit à petit. [19] En fait, les communistes du Telengana ont déclenché la lutte armée beaucoup plus tard - en avril 1969 - puisqu'ils croyaient que les actions armées devaient être construites sur base de préparatifs et d'un long mouvement de masse prolongé et. En outre, l'AICCCR partageait les doutes du Srikakulam District Committee quant à Nagi Reddy, étant donné que ce dernier n'avait pas rapidement démissionné de l'assemblée législative de l'Andhra Pradesh comme ordonné par l'AICCCR. Il accusait également le State Coordination Committee de Reddy d'être déloyal envers le Chinese Communist Party.

Les différends embrassaient aussi des questions tactiques, comme cela se manifestait dans le cadre du commandement des luttes. Le groupe du Telengana n'a pas pu rouler l'AICCCR pendant longtemps. Le 7 février 1969, l'AICCCR a désaffilié l'Andhra State Coordination Committee, mais a soutenu que ses membres seraient traités comme « des amis et des camarades » en dehors de l'AICCCR, et que les rapports avec eux seraient « non antagonistes ». Tandis que l'AICCCR décidait de créer un nouveau Communist Party, le Andhra State Coordination Committee, désaffilié, a maintenu son existence distincte

et a formulé un programme indépendant. Après ça, le mouvement du Srikakulam et le mouvement du Telengana ont suivi leurs propres cours distincts. L'un et l'autre sont toutefois parvenus à développer des bases révolutionnaires et à les maintenir assez longtemps contre l'impitoyable persécution policière, démontrant chacun à leur manière les avantages et les limites de leurs tactiques respectives. Pendant ce temps, le mouvement du Srikakulam allait de l'avant. Un article dans l'exemplaire de *Liberation* de février 1969 affirmait que du 20 décembre 1968 au 30 janvier 1969, « pas moins de 29 agents de police armés réactionnaires parmi lesquels un inspecteur de cercle et un sous-inspecteur ont été tués dans l'action des héroïques guérilleros Girijans ». Le même article ajoutait que « les buts immédiats de la lutte armée révolutionnaire » étaient « de prendre par la force les céréales et légumineuses et autres produits de première nécessité stockés par les propriétaires fonciers féodaux ; de refuser de s'acquitter des créances et de prêts ; et de renverser les propriétaires fonciers féodaux ». Il était clair que le projet central était de débarrasser les villages des propriétaires fonciers féodaux et des prêteurs sur gage en tuant ceux qui étaient célèbres et en terrorisant les autres, soit jusqu'à ce qu'il se soumettent, soit jusqu'à ce qu'ils s'exilent, et ensuite de réorganiser la vie sociale et l'administration, par la redistribution de la terre parmi les paysans tribaux sans terre, et en annulant leurs vieilles dettes.

Succès au Srikakulam

Les insurgés ont en grande partie réussi à atteindre leurs buts. En juin 1969, le gouvernement de l'état a dû déclarer Parvatipuram, Pathapatnam et Palakonda « zones d'instabilités ». Un compte-rendu en provenance de Srikakulam dans *Liberation* déclarait qu'un « pouvoir politique rouge » avait fini par se maintenir dans 300 villages. Les propriétaires fonciers terrifiés s'étaient enfuis, les guérilleros et les escouades d'autodéfense protégeaient les villages. L'administration était dirigée par le Ryotanga Sangrama Samithi. Il fut également fixé que le Samithi assumerait rapidement le travail de distribution de la terre reprise aux propriétaires fonciers.

L'État central aussi était perturbé. Selon un rapport du ministère de l'Intérieur de l'Union, de janvier 1968 à août 1969, il y a eu 89 « incidents violents » dans la région de Srikakulam. Le rapport se disait inquiet du fait qu'alors qu'au départ, les Girijans étaient « armés d'arcs et de flèches, de lances, de simples explosifs et de fusils à chargement par la bouche », ils acquéraient maintenant de « meilleures armes ». De plus, il affirmait : « Les insurgés dans la région de Srikakulam ont noué de nouveaux contacts avec les extrémistes des districts voisins de l'Orissa ». [20] Les autorités du gouvernement central ont grossièrement fixé une limite entre le désir de libération des Girijans et sa réalisation, admettant assez volontiers celui-là, à condition qu'il n'entraîne pas celle-ci. Elles reconnaissaient les épreuves et les souffrances des Girijans dans de volumineux rapports chaque année ; mais ont décidé de réprimer les Girijans lorsque ces derniers ont cherché à changer le système responsable de leur sort.

Dans l'intervalle, la visite de Charu Mazumdar dans la région en mars 1969 fut une évolution importante. Il a assisté à une réunion de révolutionnaires communistes originaires de différentes parties de l'état - des districts de Nalgonda, Warangal et Adilabad dans le Telengana et des districts de la région de Rayalaseema. Ils constituaient le nouveau Andhra State Coordination Committee of Communist Revolutionaries, l'ancien ayant été précédemment désaffilié par l'AICCCR. Dans un article écrit de manière émouvante, Charu Mazumdar a relaté son expérience de la réunion. Il y faisait référence à la détermination des révolutionnaires de l'Andhra à combattre l'opportunisme et à bâtir un parti basé sur la pensée de Mao Zedong. Décrivant ceux qui assistaient à la réunion, il a dit :

Ce ne sont pas des hommes célèbres ni renommés, qui jouissent d'une célébrité panindienne. Mais ce sont des hommes jeunes, des hommes qui rêvent. Ils rêvent de libérer les centaines de millions de paysans qui ont été exploités et opprimés à travers les âges, ils rêvent de les libérer du joug de l'exploitation, des profondeurs troubles de l'ignorance, de la misère noire, de la faim.

Il a cependant ajouté :

... ces camarades ne sont pas des rêveurs oisifs. Ils n'imaginent pas remporter une victoire facile. Ils se rendent compte qu'il est certain que des attaques viendront et qu'ils devront même peut-être subir de sérieux revers.

Charu Mazumdar fut extrêmement impressionné par le dévouement et la ferveur révolutionnaire des combattants :

Cela faisait longtemps, [a-t-il dit] que je n'avais pas assisté à une réunion de révolutionnaires communistes où ces derniers avaient fait vœu de vendre leurs biens et de faire don de la totalité de la somme ainsi recueillie à la caisse du parti... Le slogan : « Construisons des Srikakulam dans d'autres régions pour soutenir la lutte de Srikakulam », a instantanément changé l'ambiance de la réunion. L'air même dans la pièce semblait avoir été électrifié. Tous les camarades présents ont résolument déclaré qu'ils construiraient des Srikakulam au Telengana, dans les districts du Rayalaseema, dans tout l'Andhra. À ce moment grisant, il n'y avait qu'une pensée qui ne cessait de me venir à l'esprit ; les révolutionnaires héroïques du Telengana n'ont pas sacrifié leur vie pour rien ; car c'est ici que le Ya'nan de l'Inde sera créé.[20]

Il devenait évident qu'aussi bien dans son intensité que dans son expansivité, le mouvement au Srikakulam était d'un niveau supérieur que ce qui s'était passé à Naxalbari. Mais cela mis à part, il a présagé une phase importante du point de vue théorique, dans l'évolution des tactiques dans le mouvement révolutionnaire communiste. Car à Srikakulam, pour la première fois, le stade initial de la guérilla allait être marqué par ce que l'on appelait « l'anéantissement des ennemis de classe » - l'aspect le plus controversé des théories de Charu Mazumdar.

« Anéantissement des ennemis de classe »

L'histoire du mouvement de Srikakulam doit être ici interrompue par une digression nécessaire. Elle exige une discussion minutieuse de la tactique « d'anéantissement des ennemis de classe » souvent confondue par les non-initiés, et déformée par les ennemis de Charu Mazumdar en simple assassinat d'individu - comme une fin en soi. À ce propos, il faut se souvenir que, en tant qu'élément d'un programme plus large, la tactique développée au cours de la lutte et dans les écrits de Charu Mazumdar était accentuée ou minimisée selon les besoins de la situation.

Parmi tous ses écrits disponibles, la toute première mention du mot « anéantissement » se trouve dans le document No. 5 (« What Possibilities are being indicated by the year 1965 ? »), où il conseille vivement aux révolutionnaires communistes d'enseigner à la classe ouvrière et aux révolutionnaires qu'ils ne doivent pas « attaquer simplement pour attaquer ; mais achever celui qu'ils attaquent. Car si ils se contentent d'attaquer, l'appareil réactionnaire se vengera ; mais si ils anéantissent, tous ceux de l'appareil répressif du gouvernement auront peur ». En septembre 1969, Charu Mazumdar a dit dans un article :

Notre expérience montre également que nous ne pouvons pas faire la guérilla simplement en acquérant des armes élaborées ; nous devons être capables d'éduquer des hommes armés avec la pensée de Mao Zedong pour manier ces armes. À moins que nous puissions éduquer des hommes pareils, les armes ne serviront à rien. Et de tels hommes ne sont éduqués que grâce à la lutte de classe révolutionnaire ; seulement par l'anéantissement des ennemis de classe.[24]

À ce moment-là, l'anéantissement des ennemis de classe était déjà devenue la tactique reconnue des

révolutionnaires communistes à Srikakulam. Le « Report on Srikakulam » rédigé en septembre 1969 disait :

Dernièrement, nous avons concentré le gros de nos efforts sur l'anéantissement des ennemis de classe. Les ennemis sont consternés suite à la liquidation d'un propriétaire foncier le 6 février 1969 et à la blessure grave infligée à un agent de police. On voit une poussée d'enthousiasme sur le visage des gens.

[21]

Charu Mazumdar a donné des détails sur la portée plus étendue de l'« anéantissement » ou « khatam », comme on a fini par l'appeler, dans un autre article écrit en décembre cette année-là. Exposant comment entreprendre la guérilla, il a dit qu'elle

ne pouvait être déclenchée que par la liquidation des classes féodales dans la campagne. Et cette campagne pour l'anéantissement de l'ennemi de classe ne peut être mise en oeuvre qu'en inspirant les paysans pauvres et les paysans sans terre avec la politique d'instauration du pouvoir politique des paysans dans la campagne par la destruction de la domination des classes féodales.[28]

Il faut noter que dans la campagne pour l'anéantissement des ennemis de classe, Charu Mazumdar a également demandé à ses partisans de se reposer sur les paysans pauvres et les paysans sans terre, puisque « ce sont les paysans pauvres et les paysans sans terre qui ressentent la haine la plus violente contre la classe féodale ». Il était contre tout anéantissement isolé d'un ennemi de classe du village par un étranger petit-bourgeois - une pratique à laquelle avaient souvent recours les révolutionnaires fougueux. Les luttes de classe dans la campagne prennent différentes formes et traversent différentes phases - allant d'un mouvement contre l'expulsion des métayers à l'occupation de force de la terre. Mais selon Charu Mazumdar, « l'anéantissement des ennemis de classe est la forme supérieure de lutte de classe ». En même temps, il s'agissait de « la première étape de la guérilla ».[28]

Comment l'anéantissement d'un ennemi de classe pouvait-il être la première étape de la guérilla ? Prévoyant la transformation progressive de la lutte, du simple anéantissement jusqu'à la guérilla généralisée, Charu Mazumdar a dit :

Sans lutte de classe - sans la bataille d'anéantissement - les portes de l'initiative des masses paysannes pauvres ne pourront jamais être ouvertes, la conscience politique des combattants ne pourra jamais être développée, l'homme nouveau n'apparaîtra jamais, l'armée populaire ne pourra jamais être fondée. L'homme nouveau ne pourra naître que par la poursuite de la lutte de classe et de la bataille d'anéantissement - un homme qui bravera la mort et sera dégagé de tout intérêt personnel. Et avec ce mépris de la mort, il s'approchera de l'ennemi, lui enlèvera son fusil d'un geste brusque, vengera l'assassinat des martyrs, et de cette manière, l'armée populaire naîtra.[36]

Au-delà de la rhétorique d'idéalisation, il y a un sens aigu de la psychologie paysanne. Charu Mazumdar ne considérait pas l'anéantissement d'un propriétaire foncier ou d'un prêteur sur gage d'un village comme un banal acte de meurtre, se soldant par la satisfaction temporaire du désir de vengeance d'un paysans opprimé. « L'anéantissement d'un ennemi de classe », disait-il, « ne signifie pas seulement l'anéantissement d'un individu, mais signifie aussi la liquidation de l'autorité politique, économique et sociale de l'ennemi de classe ».[28]

Il examinait visiblement l'acte du point de vue du paysan sans terre opprimé, humilié et persécuté depuis

des années. Lorsqu'un paysan pareil va anéantir son ennemi de classe, c'est comme s'il faisait exploser la très grosse bombe en lui, celle chargée avec toute une vie d'oppression et d'humiliation impunie. À quel point l'infinie fureur contenue qui explose à ce moment-là est-elle démesurée et terriblement destructrice ! Avec l'anéantissement, il s'aperçoit que son détesté oppresseur, dans la crainte duquel il a été élevé toutes ces années, n'est après tout qu'un colosse aux pieds d'argile. Lorsqu'il constate qu'avec l'anéantissement d'un propriétaire foncier, les autres s'enfuient du village complètement paniqués, ou capitulent devant lui en demandant grâce, il découvre tout à coup son pouvoir - le pouvoir de bouleverser l'organisation rurale traditionnelle, le pouvoir de diriger.

Mais le paysan sans terre ne peut admettre de se contenter de ce premier acte, puisqu'il initie une chaîne d'événements qui le poussent à avancer.

Une fois qu'une région est libérée des griffes des ennemis de classe (certains sont anéantis alors que d'autres s'enfuient) l'appareil étatique répressif est privé de ses yeux et de ses oreilles, empêchant la police de savoir qui est un guérillero et qui ne l'est pas, et qui laboure sa propre terre et qui laboure celle des jotedars... [C'est à ce moment-là que] les groupes politiques ... évoquent, par l'intermédiaire d'une campagne insidieuse, le slogan économique général : « Emparez-vous des récoltes de l'ennemi de classe ». Ceci fonctionne comme par magie dans les villages, et même le paysan le plus arriéré se présente et engage le combat. Par conséquent, le combat pour la prise du pouvoir politique engagé par quelques sections avancées est entretenu par l'extraordinaire initiative des masses et les actions de masse...[29]

Cependant, l'état ne reste pas sans rien faire. Peu après, la police fait une descente dans le village. Cela exige la planification d'une guérilla plus violente. « Des petites brigades de guérilleros anéantiront les ennemis de classe et attaqueront les forces de l'ordre réactionnaires. Cette campagne d'anéantissement mettra les fusils modernes de l'appareil étatique réactionnaire dans les mains de la guérilla. »[39] Les brigades de guérilleros vont alors se développer et à un moment, l'armée de libération populaire naîtra.[50]

Par conséquent, selon Charu Mazumdar, la tactique d'« anéantissement » ou « khatam » n'était pas une fin en soi. C'était en quelque sorte le premier coup pour mettre la boule de neige en mouvement, pour la faire rouler et grossir. Mais c'est le coup vital, puisqu'il libère le dynamisme révolutionnaire du paysan. En fait, Charu Mazumdar était suffisamment conscient pour, à un moment, faire remarquer à ses partisans : « Le but fondamental de la lutte de classe est la prise du pouvoir politique. Le but fondamental de la lutte de classe n'est pas l'anéantissement ; cependant l'anéantissement est une forme supérieure de la lutte de classe ».[74]

Evolutions à Srikakulam

Revenons à l'étude du mouvement de Srikakulam.

L'importance accordée par Charu Mazumdar à « l'anéantissement des ennemis de classe » s'est manifestée non seulement dans la mise en oeuvre de raids mais aussi dans la création de tribunaux populaires qui jugeaient les « ennemis du peuple ». Il est important de noter que les raids étaient exécutés par une brigade de guérilleros armés souvent accompagnée de centaines de villageois. Ils étaient principalement dirigés contre les gros propriétaires fonciers, les prêteurs sur gage, les indicateurs de la police, et parfois les camps de policiers.

Dans la première phase du mouvement - fin 1968 et début 1969 - les propriétaires fonciers étaient laissés en liberté après la saisie de leurs biens. Les tribunaux populaires étaient également généralement cléments envers les coupables traduits en justice devant eux. Ainsi, le compte-rendu du procès d'un usurier dans un tribunal populaire à Srikakulam rapporté dans le numéro de *Liberation* de mai 1969 nous donne une idée de l'état d'esprit dominant parmi les insurgés de l'époque. L'usurier s'était rendu dans un village pour percevoir son dû de la part des paysans qui le remboursaient des prêts d'argent contractés sous forme de ballots de tamariniers. Cette fois, l'usurier a exigé plus que ce qui lui était dû, et fut

aussitôt arrêté par les paysans et emmené à la « zone de base » pour y être jugé. Plus tard, il a avoué devant le tribunal populaire être coupable d'exploiter des paysans, a promis d'obéir aux règles imposées par le Ryotanga Sangrama Samithi, a donné l'anneau qu'il avait à son doigt au Samithi et a annulé toutes les créances que les paysans lui devaient.

De la même façon, le 12 mai 1969, un agent de police appartenant à la police de l'Andhra Pradesh fut capturé par une brigade d'autodéfense de village dans le village de Kakthada après avoir été surpris à harceler les habitants. Le tribunal populaire l'a laissé partir après qu'il eût avoué ses crimes, imploré la grâce et donné vingt roupies à la caisse du parti. [22]

Mais une telle générosité passait au-dessus de la tête de l'impitoyable ennemi et a eu un coût terrible. C'était comme guérir un serpent mourant, rien que pour se faire mordre. Comme Karl Marx l'a dit concernant les communards héroïques de Paris : « S'ils sont battus, seul leur 'bonhomie' devra être mis en cause ». [23] Ainsi également, les révolutionnaires communistes ont dû payer les lourdes conséquences de leur magnanimité à l'égard d'un ennemi qui n'en était pas digne.

Le 27 mai 1969, Panchadi Krishnamurthy, un jeune communiste brillant qui avait rejoint les guérilleros du Srikakulam et cherchait à étendre la lutte armée aux plaines, fut arrêté à la gare de Sompeta accompagné de six autres guérilleros. Panchadi et ses camarades, dont la majorité avait entre 18 et 20 ans, n'étaient pas armés quand ils ont été pris. Ils furent ligotés et conduits à un endroit proche du village de Jalantarkota, où ils ont été abattus. [24] C'est le schéma que la police de l'Andhra a rapidement fini par suivre pour traiter les insurgés communistes. Après de telles fusillades, la police avait l'habitude d'annoncer que les victimes avaient été tuées dans des « rencontres ».

L'incident, qui, en pratique, était un assassinat commis de sang-froid sans aucun jugement, a de nouveau fait réfléchir les révolutionnaires communistes de Srikakulam. Les organisateurs petits-bourgeois qui jusqu'à ce moment-là avaient eu certains scrupules quant à la tactique d'anéantissement ont tout particulièrement été prompts à comprendre qu'il n'était pas possible d'attendre et de permettre à l'ennemi d'attaquer et puis seulement de prendre une position défensive ; s'il fallait s'emparer du pouvoir, ils devaient prendre l'offensive. Et ils ont fini par croire que l'offensive ne pouvait être lancée que par l'anéantissement des ennemis de classe. Ils ont dit : « Il n'y a pas de place pour la clémence et la gentillesse envers l'ennemi de classe dans cette grande lutte. Il ne faut pas faire de quartier ». [25]

En fait, la police et l'administration avaient rassemblé leur force depuis un certain temps pour exterminer les insurgés, et l'attaque du 27 mai fut le premier pas dans cette direction. Au cours d'une réunion en mai, à laquelle assistaient des représentants du gouvernement central et de l'état, y compris le ministre délégué de l'état et l'inspecteur général de la police, elles se sont décidées pour un plan d' « encerclement et répression ». Le centre a dépêché ses bataillons de la Central Reserve Police pour aider l'administration de l'état. Le 30 juillet 1969, l'édition du Indian Express de Vijaywada rapportait : « La police de l'Orissa collabore à des opérations de ratissage avec celle de l'Andhra. Les descentes sont menées conjointement par les policiers de l'Orissa et de l'Andhra dans les régions frontalières de l'agence de Parvatipuram ». Le 12 août, le même journal signalait : « Une conférence inter-étatique de hauts fonctionnaires de l'Andhra Pradesh, de l'Orissa et du Madhya Pradesh tenue ce soir a décidé d'une liaison étroite entre les états pour un contrôle efficace des activités naxalites dans les régions frontalières ».

Tout ceci laisse entendre que les activités des communistes révolutionnaires s'étendaient davantage à l'Ouest, en plus de déborder vers l'Orissa. La police du Madhya Pradesh a dû être appelée en raison du nombre croissant d'actions de guérilla dans les districts de Warangal et de Khammam au Telengana, qui sont aux frontières du district du Bastar dans le Madhya Pradesh, une région forestière vallonnée habitée par les Savras, les Marias et d'autres tribaux sans terre. Le numéro de Liberation de mai 1969 signalait :

La nuit du 17 avril, des guérilleros paysans, menés par des révolutionnaires communistes, ont dévalisé les maisons de plusieurs propriétaires fonciers dans cinq villages du taluk de Purgampad dans le district de Khammam au Telengana, et se sont emparés d'armes à feu et d'objets décoratifs en or et en argent... La nuit du 23 avril, des guérilleros paysans menés par des révolutionnaires communistes ont dévalisé les maisons de propriétaires fonciers dans deux villages du district de Khammam et ont emporté d'un des villages de l'argent et des ornements pour 100 000 roupies.

Il faut cependant noter qu'au Telengana, toutes les actions n'étaient pas exécutées par des révolutionnaires devant allégeance à l'AICCCR. Le groupe de Nagi Reddy avait dans l'intervalle réussi à organiser un mouvement dans la région.

« Immediate Programme » de Nagi Reddy

Après avoir été désaffilié par l'AICCCR, le groupe de Nagi Reddy s'est réuni à Vijaywada durant la troisième semaine du mois de février 1969. Ils ont nié les allégations de l'AICCCR contre eux et ont estimé que la décision de l'AICCCR de les désaffilier ne ferait que nuire à la lutte populaire et entraverait les activités bien coordonnées des révolutionnaires communistes partout dans le pays, ce qui était la nécessité du jour.

Nagi Reddy a démissionné de l'assemblée le 11 mars 1969. Après ça, les choses ont commencé à avancer à un rythme rapide. Il semblerait qu'une convention étatique des communistes révolutionnaires dirigés par Nagi Reddy se soit tenue dans un jardin de tilleuls dans la zone du panchayat de Khambampadu situé dans le district côtier de Krishna du 10 au 12 avril 1969. Les participants à la conférence, qui se sont réunis secrètement, ont adopté un projet de résolution et ont publié un « Immediate Programme » qui a fini par être connu en télougou sous le nom de « Takshana Karyakramam ».

Le « Immediate Programme » décrivait l'État indien comme un État de nature bureaucratique géré par la bourgeoisie compradore. Insistant sur la nécessité d'abolir l'état et le féodalisme, il envisageait la création d'un nouvel État démocratique. À cette fin, il était nécessaire de créer un Communist Party révolutionnaire, de libérer les villages, d'encercler les villes et de progressivement libérer les zones urbaines. Concernant l'Andhra Pradesh, le programme reconnaissait que dans la zone de l'agence du district de Srikakulam, « le mouvement populaire a atteint le stade de la lutte armée » alors que dans les « zones forestières des districts de Warangal et de Khammam, le mouvement populaire a enfreint les limites légales générales ». Soulignant que la nécessité d'une redistribution de la terre était une « question immédiate », le programme mettait en garde : « Alors que nous nous mettrons à appliquer notre programme de révolution agricole (c'est-à-dire la redistribution de la terre), les attaques de la police armée du gouvernement devraient commencer. Avec elles, notre résistance devra aussi être déclenchée ». C'est ici que le groupe de Nagi Reddy se distinguait de la stratégie de Charu Mazumdar. Charu Mazumdar soulignait la nécessité d'une offensive contre l'ennemi de classe, l'objectif principal étant la prise du pouvoir politique. Dans sa stratégie, la redistribution venait à la suite de l'anéantissement des propriétaires fonciers. De son côté, le programme immédiat de Nagi Reddy insistait sur l'importance d'une réforme agraire ou d'une redistribution de la terre d'abord, et d'une résistance aux propriétaires fonciers et à la police par la suite. Comme l'a plus tard expliqué Nagi Reddy au cours d'une interview avec un correspondant : « Pour nous, c'est une question de résistance, pour eux [c'est-à-dire les partisans de Charu Mazumdar], c'est une question d'offensive ». [26]

Quelques temps plus tard, dans une critique du « Immediate Programme » rapportée par Liberation, la question fut posée : « Si l'ennemi de classe survit et a la capacité de revenir, combien de temps les paysans pourront-ils conserver la terre qui leur a été distribuée ? Il serait dépossédé de la terre en un rien de temps par l'usurier-jotedar ». L'auteur reprochait à Nagi Reddy et à ses partisans de ne pas propager la nécessité de « créer des zones libérées dans la campagne par l'anéantissement de l'ennemi de classe, en privant la police de ses 'yeux' et de ses 'oreilles', et en se débarrassant des tyrans locaux ». [27]

Le « Immediate Programme » attribuait également un rôle à la classe ouvrière urbaine :

C'est mal de quitter les villes, bien que les zones forestières revêtent de l'importance dans l'action. L'aide de la classe ouvrière dans les municipalités est nécessaire à la lutte armée que nous dirigeons. Nous avons besoin de l'aide des travailleurs des transports et d'autres travailleurs pour d'autres aides techniques, pour l'approvisionnement en marchandises.

Affirmant que les forêts et les montagnes constituaient les « zones-clés » en raison de la faiblesse de l'ennemi dans ces zones, et du terrain favorable qui pourrait aider les guérilleros à résister et à mener une

lutte armée prolongée, le « Immediate Programme » fixait la tâche du « ralliement militant de la population contre les propriétaires fonciers avant la fin de l'été », de la redistribution de la terre avec les premières pluies et de sa coordination avec la guérilla, puisque la « saison des pluies procure le climat favorable au mouvement de résistance ».

En dépit des différences annoncées dans la stratégie et la tactique, dans la pratique cependant, les partisans de Nagi Reddy se comportaient d'une manière qui n'était presque pas différente de ce qui se passait à Srikakulam. Ainsi, immédiatement après la convention étatique secrète du mois d'avril, quelques-uns d'entre eux se sont réunis à Vijaywada et ont décidé que des actions devaient être déclenchées dans les régions de Pagideru et de Palwancha dans le district de Khammam. Selon la police, des propriétaires fonciers furent attaqués à Pagideru le 16 avril 1969 et quatre armes à feu leur furent enlevées par les insurgés. Le 23 avril, un propriétaire foncier du village de Gummadidoddi dans la zone de Mulugu fut attaqué et des biens pour une valeur de 100 000 roupies furent saisis. [28]

Bientôt, plusieurs « dalams » de guérilleros furent constitués dans le Warangal, le Khammam, le Karimnagar et l'East Godavari. Les escouades armées se composaient de sept ou huit membres, d'un chef, d'un chef-adjoint et d'un propagandiste, et disposaient d'armes à feu et d'autres armes. La zone d'opérations toute entière était divisée en trois comités de zone : le Mulugu Area Committee, le Khammam Area Committee et le Rampachodavaram Agency Area Committee. Les deux premiers Area Committees se sont réunis le 30 avril et le 1 mai 1969 et ont décidé, entre autres choses que

Tous les membres du département des forêts fonctionnant dans les zones forestières doivent être chassés et les terres en état d'être cultivées doivent être occupées... il faut que les propriétaires fonciers tyrans soient chassés des villages et, le cas échéant, tués et que leurs biens soient emportés et distribués à la population... Pour mettre en oeuvre ce programme, il faut s'opposer aux atrocités policières et là où c'est possible, il faut tendre des embuscades et attaquer les policiers. Les agents du département d'enquête criminelle inspectant les villages pour obtenir des renseignements doivent être tués.

[29]

Dans l'exécution de cette décision, des propriétaires fonciers, des prêteurs sur gage et des policiers furent tués dans les districts de Khamma, Karimnagar et Warangal, des postes de police furent attaqués et des armes saisies par les insurgés. Parallèlement à cela, des terres furent occupées dans l'East Godavari, le West Godavari, l'Anantapur et le Kurnool. La saisie de céréales et légumineuses et l'incendie de rapports et de documents - caractéristiques qui ont marqué le mouvement à Srikakulam - furent quelques-uns des temps forts de la révolte dans cette région aussi.

La zone d'opérations

À ce stade, il est nécessaire de faire part des conditions géographiques et socio-économiques de la zone dans laquelle opérait le groupe de Nagi Reddy, sous le nom de Revolutionary Communist Committee (RCC) d'Andhra Pradesh.

La zone est presque une longue étendue de forêts s'étendant sur le Warangal et le Khammam, délimitée au Nord par le fleuve Godavari et les collines du Bastar qui séparent l'Andhra Pradesh du Madhya Pradesh. À l'exception d'une route goudronnée reliant Warangal à Etorinagaram (dans le taluk de Mulugu) sur la rive du Godavari, il n'y avait à ce moment-là presque aucune route digne de ce nom. Les villages qui longeaient les forêts étaient habités par des tribaux Koya et Gond.

Comme dans d'autres régions d'Inde, ici aussi les paysans tribaux étaient en détresse économique, dépendant de prêts et tenus par des crédits envers les prêteurs sur gage. La manière par laquelle l'afflux d'étrangers a abouti à l'aliénation des terres à l'origine possédées par les tribaux est décrite ainsi par un reporter.

La méthode généralement adoptée était de soudoyer les fonctionnaires du village qui à leur tour, incitaient le tribal à louer sa terre à bail à une des familles immigrées... Le tribal, déjà piètre producteur de céréales et légumineuses, produisait très peu de céréales à lui tout seul vu que sa meilleure terre était louée. En moins d'une année ou deux, il était redevable au preneur qui, de connivence avec les fonctionnaires du village, rachetait la terre à un prix très peu élevé. Une autre méthode encore était de se procurer l'empreinte du pouce du tribal sous prétexte que le document en question était un acte de location, lequel était en fait l'acte de vente. Le tribal ne pouvait pas se permettre d'avoir une discussion ni même d'empêcher l'apparition de la tricherie. S'il le faisait, il était passé à tabac et les pots-de-vin faisaient taire les agents des revenus et les fonctionnaires de police.

[30]

Au cours de l'insurrection communiste au Telengana entre 1946 et 1951, les forêts dans cette zone ont servi de refuge aux insurgés communistes après l'entrée de l'armée indienne dans les plaines à la mi-1948. Les tribaux Koya ont aidé les communistes et se sont engagés dans les brigades de guérilleros pour se battre contre l'armée indienne. [31]

Par conséquent, la frustration économique existante des paysans tribaux comme leurs antécédents de militantisme ont incité les dirigeants du RCC à concentrer leurs activités dans cette région. Dans son « Immediate Programme », le RCC déclarait :

Dans la zone de l'agence du district d'East Godavari, les paysans de l'agence se présentent pour ... reprendre les terres injustement occupées par les propriétaires fonciers ... Les propriétaires fonciers, les marchands et les agents forestiers ont, de différentes façons, exploités le peuple et les Girijans vivant dans les forêts et les zones montagneuses. Les gens dans ces régions se sont consciemment révoltés contre le gouvernement et les classes exploiteuses.

Donc, le RCC a estimé qu'ici, les gens étaient prêts à prendre les armes.

Bien que des différends politiques divisaient le RCC et l'AICCCR, la police se refusait à distinguer les partisans de l'un et de l'autre. Elle a impitoyablement persécuté les deux groupes, vraisemblablement à cause de l'effet commun produit par leurs actions - panique parmi les intérêts féodaux en milieu rural et les membres de la force de répression de l'état. Bien que l'AICCCR et le RCC étaient critiques à l'égard l'un de l'autre, en 1969, les contradictions semblaient toujours « non antagonistes », et n'avaient pas adopté l'amer hostilité mutuelle qui allait envelopper les deux groupes à un stade ultérieur.

Ainsi, le « Immediate Programme » du RCC disait :

Nous devons tirer les leçons de l'expérience du mouvement de Srikakulam. Nous devons également nous assurer que les erreurs commises là-bas au cours du mouvement ne se reproduisent pas... Nous ne devons pas seulement soutenir la lutte armée à Srikakulam, mais également combattre la propagande calomnieuse dirigée contre elle par les classes ennemies.

L'AICCCR était aussi prêt à reconnaître les actions du RCC. Ainsi, un rapport dans le numéro de *Liberation* de juillet 1969 affirmait :

Dans le taluk de Mulugu au Warangal, certaines actions ont été organisées par des cadres révolutionnaires qui n'appartiennent pas encore à notre parti. Dans les taluks de Kothagudam et de Bhadrachalam au Khammam, un grand nombre d'actions de guérilla ont eu lieu sous la direction de notre parti comme sous la direction d'autres cadres révolutionnaires.

Fin 1969, en tout, 15 districts de l'Andhra Pradesh étaient touchés par les activités révolutionnaires communistes. La situation dans les districts de Srikakulam et de Warangal était si grave que les régions touchées furent déclarées « zones d'instabilité ». Selon les chiffres du gouvernement, les révolutionnaires communistes avaient tué 48 personnes, y compris des propriétaires fonciers, des prêteurs sur gage, des marchands, des agents forestiers et des policiers, avaient mené 99 attaques contre la police et avaient enlevé 15 personnes. Selon le gouvernement, dans toutes les affaires d'enlèvement, les victimes étaient jugées dans des « Praja Courts » [tribunaux populaires] et des sanctions allant de la mort à une peine d'amende étaient prises à leur encontre. En outre, une importante quantité de fusils, de munitions et d'explosifs avait également été saisie par les insurgés au cours des raids. Il était évident qu'aussi bien d'après sa capacité de subsistance que de son perfectionnement de l'organisation, le mouvement dans l'Andhra Pradesh en 1968-1969 était un écho plus retentissant et clair du tonnerre de courte durée à Naxalbari. Tandis que Naxalbari a gravé les mots « Révolution agraire armée » sur le panneau indicateur de la révolution indienne, Srikakulam y a gravé le signe « Guérilla » pour indiquer le changement de voie.

Notes

[1] N.Y. Naidu, « Tribal Revolt in Parvatipuram Agency », in *Economic and Political Weekly*, 25 novembre 1972.

[2] « Why Naxalites Flourish in Srikakulam », *Hindu*, 8 août 1969.

[3] *The Statesman*, 11 et 12 avril 1968.

[4] *People's Democracy*, 19 novembre 1967.

[5] « Report on Srikakulam », *Liberation*, mai 1969.

[6] Ibid.

[7] Ibid.

[8] *Liberation*, mai 1968.

[9] Ibid.

[10] Ibid.

[11] Ibid.

[12] Ibid.

[13] *The Statesman*, 14 décembre 1968.

[14] *Amrita Bazar Patrika*, 22 décembre 1968.

[15] Article de K.N. Misra, sous-inspecteur de police du bureau de renseignements du district de Koraput dans *Orissa Police Magazine*, janvier 1972.

[16] Cf. « Les policiers cherchent un certain Subbarao Panigrahi, suspecté d'opérer des deux côtés de la frontière Orissa-Andhra » - Issu d'un rapport dans le *Amrita Bazar Patrika*, 8 décembre 1968.

[17] Cité dans *People's Democracy*, 23 juin 1968.

[18] Cité dans *People's Democracy*, 17 mars 1968.

[19] *Liberation*, mai 1969.

[20] « The Causes and Nature of Current Agrarian Tensions » - une monographie inédite préparée par la Division recherche et politique du ministère de l'intérieur, gouvernement de l'Inde, pp-8-9.

[21] *Liberation*, mai 1969.

[22] *Liberation*, juin 1969.

[23] Lettre de Karl Marx à Ludwig Kugelmann, 12 avril 1871 (Issue de Karl Marx et Frederick Engels. *On the Paris Commune*, Progress Publishers, Moscow, 1971, p. 284.

[24] Issu de la déclaration du CPI(M-L), Srikakulam District Organization Committee, du 15 juin 1969 et cité dans *Liberation*, août 1969.

[25] Ibid.

[26] *The Statesman*, 6 août 1969.

[27] *Liberation*, octobre 1969.

[28] Issu du procès-verbal dans l'affaire de complot contre T. Nagi Reddy et d'autres au tribunal du Special First Class Magistrate, Huderabad.

[29] Issu d'un document cité dans le procès-verbal précité.

[30] C. Chandrasekhar Rao, « An Area in Andhra Pradesh-II », *Frontier*, 29 juillet 1972.

[31] Cf. Chapitre 3.